

**Edito**

**A** l'approche d'échéances électorales françaises importantes certains candidats nous annoncent la poursuite voire l'accentuation de l'austérité pour les salariés (fin des 35h, remise en cause de la sécurité sociale, suppression massive de fonctionnaires, nouveaux désengagements de l'état....

Tandis que la CGT entend bien combattre ces idées rétrogrades et démontrer que la poursuite du progrès social est possible, le patronat se prépare déjà à les mettre en œuvre: chez Orange, certains cherchent un actionnaire privé qui remplacerait l'Etat. Après la tentative avortée de Bouygues, Bolloré dit rêver d'Orange, qui chercherait à acheter Canal +. Que mijotent nos dirigeants sur fonds d'achats externes et de consolidations dans le secteur des télécoms en Europe?

**Actu Orange**

**Que mijotent nos dirigeants ?**

La presse de cette mi-décembre rapporte qu'Orange étudierait un rachat de Canal+ (Vivendi étant la maison mère de C+ et Bolloré le principal actionnaire). « C'est une réalité industrielle et une volonté partagée par les deux entreprises » a affirmé Stéphane Richard.

Orange a déjà profité des difficultés financières de C+ pour passer des alliances et devenir le premier distributeur des offres Canal+. Les nouveaux abonnés fibres bénéficient sans surcoût d'un bouquet de chaînes payantes depuis juillet. En Côte d'Ivoire, les deux groupes sont aussi partenaires, ils ont été présélectionnés pour le lancement d'une offre de télévision numérique terrestre.



**Contenus: un pas en avant, un pas en arrière.**

L'arrivée de Stéphane Richard à la tête du groupe a été marqué par un changement à 360° en matière de contenu. Conquête 2015 et Essentiel 2020 font d'Orange un agrégateur et un distributeur de contenu, quid d'Orange diffuseur, fin des droits du foot, vente de Dailymotion. Seul OCS a été sauvé grâce aux élus CGT au CCUES. Comment comprendre ce revirement avec la possible prise de participation dans C+? Aujourd'hui, outre la qualité de service, le contenu est un élément de différenciation. Il y a donc bien la volonté de contrer SFR, propriétaire et diffuseur de nombre de médias, du foot anglais...

L'arrivée au conseil d'administration d'Alexandre Bompard, actuel PDG de l'enseigne de distribution Fnac-Darty et ancien patron de Canal+, n'est pas une coïncidence, mais le signe du nouvel intérêt de la direction pour la télé et particulièrement pour Canal+?

**Actu Secteur**

**Alexandre Bompard nouvel administrateur d'Orange.**

Énarque, PDG d'une entreprise du Cac 40, la FNAC et Darty, ancien collaborateur de François Fillion, un profil bien trop présent au sein du conseil d'administration d'Orange où les dirigeants d'entreprises et les financiers sont largement majoritaires même chez les représentants de l'état. Pas étonnant que la question de la redistribution des richesses en faveur des salariés ne soit quasiment pas prise en compte.

La Cgt revendique au moins un tiers d'administrateurs élus par les salariés au CA ( actuellement ils sont 3 sur 16 ).

## Pourquoi la venue d'un actionnaire privé comme Bolloré est un danger pour Orange et ses salariés?

Après l'échec de Bouygues, Bolloré rêverait donc à son tour d'entrer au capital d'Orange en cas de désengagement de l'Etat. Plusieurs scénarios sont relatés dans la presse parmi lesquels: il amènerait tout ou partie de Telecom Italia et de Canal+ et en contrepartie deviendrait l'actionnaire de référence d'Orange.

La question n'est pas de savoir s'il faut laisser la place à Bolloré ou à d'autres prédateurs (fonds de pensions ou autres LBO), la CGT préfère porter une autre alternative :

### **Le refus de désengagement de l'état et l'appropriation publique du secteur !**

En effet, l'arrivée d'un riche patron venu du privé, comme Vincent Bolloré, qui du coup prendrait la main sur les orientations stratégiques n'est pas anodin.

Le personnage est connu pour être un « patron aux grands ciseaux », il estime, comme lors du conflit avec Canal+, « que la direction d'un grand groupe a besoin... d'un peu de terreur »!

Il est clair que son premier souci ne serait ni l'aménagement du territoire, ni l'emploi ou le bien-être des salariés mais la possibilité de s'enrichir rapidement à l'exemple de Messieurs Drahi ou de Niel respectivement 10 et 4<sup>ème</sup> fortune de France en quelques années. Orange aiguise les appétits, au moment où elle renoue avec la croissance, aussi bien dans l'hexagone qu'à l'étranger (achat de Jazztel en Espagne, montée au capital de Méditel au Maroc, achat d'entreprises en Afrique...).

### **L'Etat ne doit pas se dessaisir de ses intérêts stratégiques, les salariés doivent rester vigilants.**

## **L'argent existe pour une autre répartition des richesses en faveur de l'emploi, des salaires, des 32 h, de l'investissement dans tous les départements....**

De 2008 à 2015 Orange a généré 22 Mds d'euros de bénéfices (résultat net). Dans le même temps, 24 Mds d'euros auront été distribués aux actionnaires, soit 110% des bénéfices.

De plus chez Orange sur les 156 000 € de richesses produites en moyenne par salarié, 60% vont aux banques et aux actionnaires.

Compte tenu de la vente de EE, filiale anglaise du groupe, le résultat distribuable est en forte hausse et atteint 6,8 Mds.

La question de l'utilisation de cet argent est posée. Le marché va pousser pour augmenter les dividendes, les achats externes en France et dans le monde tandis que de nouvelles coupes sur l'emploi et les salaires seront demandées. Cette stratégie conduit à toujours plus de chômage et de précarité en France. Il est temps d'exiger tous ensemble de revoir à la hausse les embauches, la ré internalisation des activités et des salariés sous traitants , la hausse des salaires et une véritable reconnaissance des qualifications. Afin de nous faire entendre, la mobilisation dès le début de l'année sera nécessaire.

## **Oui à des coopérations mutuellement avantageuses entre les entreprises de contenus et Orange, mais non à la main mise des oligarques.**

Depuis 1789, le droit à la communication est inscrit dans la déclaration des droits de l'homme et du Citoyen. L'ONU a de son côté, reconnu Internet comme un droit fondamental au même titre que l'eau, le gaz et l'électricité. Il est un facteur important d'échange de connaissances et de démocratie. C'est pourquoi la CGT revendique l'appropriation publique du secteur :

**Le développement des entreprises du secteur passe par une vision stratégique et industrielle de long terme, en rupture avec les critères exclusifs de rentabilité financière et de dépendance envers les gros actionnaires et les marchés financiers.**

Il faut donner la priorité à l'investissement, à la recherche/développement, pour des produits socialement utiles, et écologiquement compatibles avec le développement durable, plutôt qu'à la redistribution effrénée des dividendes.

### **Et seul le service public dégagé des contraintes du marché le permettra.**

